

«Ce qui m'a le plus intéressé, c'est l'aménagement des bureaux, beaucoup plus sophistiqué au Canada», dit M. Szecskay. Il ajoute qu'en Hongrie, l'accès à la haute technologie fait actuellement l'objet de restrictions qui seront toutefois bientôt levées. «Nous aurons des ordinateurs plus puissants. Nous avons des machines de traitement de texte et un certain nombre de petits ordinateurs, mais aucun de ces énormes ordinateurs dont vous disposez», dit-il.

Au Canada, fait-il remarquer, un avocat qui effectue une recherche pour une compagnie peut communiquer avec le bureau d'enregistrement au moyen d'un modem. «S'il cherche une marque, il peut le faire sans quitter son fauteuil, ce qui lui épargne beaucoup de travail, dit-il. Il en résulte une recherche plus complète.»

La technologie peut faciliter le travail d'un avocat de bien d'autres manières, comme M. Szecskay l'a constaté avec étonnement. «Prenons le compte rendu d'une audience ou d'un procès; en Hongrie, il faut attendre environ un mois pour obtenir ce compte rendu, qui est souvent fourni sur une copie au carbone illisible. Ici, vous le recevez en deux ou trois jours sur une disquette dont vous pouvez introduire le contenu dans votre ordinateur. Vous n'avez pas à lire des milliers de pages pour trouver un passage donné du compte rendu.»

M. Szecskay était piloté par un des principaux associés de *Smart and Biggar*, Tom Kelly. Selon M. Kelly, ces échanges profitent aux deux parties: «Comme nous nous intéressons beaucoup aux affaires internationales, il est important que nous établissions des liens avec des cabinets de divers autres pays. Par exemple, nous devons collaborer avec un cabinet hongrois afin d'obtenir des brevets hongrois pour nos clients canadiens. En échange, nous l'aidons à obtenir des brevets canadiens pour ses clients hongrois. Les deux parties y trouvent leur compte.»■

Nouveaux projets en URSS en attente

Le nouveau projet du Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est avec l'Union soviétique a été suspendu en janvier à la suite de la répression militaire dans les États baltes. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada, M. Joe Clark, a condamné avec véhémence ce qu'il a qualifié de «recours brutal et injustifié à la force militaire» contre les gouvernements démocratiquement élus de Lettonie et de Lituanie. «Nous voulons aider l'Union soviétique et son peuple pendant cette transition difficile, a déclaré M. Clark, mais la situation dépend désormais en grande partie de la poursuite des réformes par les autorités soviétiques dans leur pays.»